

Née le 24 septembre 1994, la "famille" CNDD s'est depuis disloquée : Pourquoi ?

@rib News, 24/09/2010 Burundi 24 septembre : anniversaire pour qui et pour quoi ? ou quand un D se mue en T ! Par Jean Baptiste BIGIRIMANA 24 septembre 1994 - 24 septembre 2010 ! Si mes raminiscences en arithmétique et en philosophie sont bonnes (merci père !), cela fait 16 ans, le bel âge d'un adolescent fougueux et encore un peu boutonneux, mais assez grand pour comprendre la vie ; mais surtout la célébrer. C'est dire qu'aujourd'hui, y a le 24 septembre, une fête d'anniversaire. Mais pour célébrer quoi, exactement ? Faut-il le rappeler, avant le CNDD-FDD ? Oublions les lettres C et N de l'acronyme, rappelle non achevée de « National Congress » et braquons instant nos magnifying glasses sur les deux D et le F ou subtilement devenu T. En interrogeant les faits, de l'intention initiale aux réalisations actuelles (sans jeu de mots entre l'actuel et le présent), on se rend vite compte qu'avant de la démocratie, mieux vaut d'abord s'assurer qu'elle est instaurée. Et il y a loin de la coupe aux lèvres ! Avouons d'office que le rituel de l'anniversaire est venu avec la culotte et le crucifix, n'est-ce pas ? Mais n'est-ce pas un bon apport à la société burundaise dont une des rares fêtes cycliques, sinon la seule, du moins suivant la révolution terrestre, ne se limitait qu'à notre mugugno national ? Bon apport allochtone donc, puisque les sociologues voient en la célébration d'un anniversaire (du moins pour les enfants) non seulement l'occasion de manger (des bonbons et des gâteaux, s'entend), de boire (des limonades, en général), mais aussi un moment sublime de socialiser, de souder le cercle familial et amical, non sans deviser, ce qui en rajoute à l'agrément. Histoire de célébrer la vie, en somme. Les célébrations vénéraloïdes d'anniversaires, elles, renvoient aux idées et systèmes institutionnels dont on fait mémoire. Pardon pour le détour pédagogique, mais constatons que les D sont pipés en ce qui concerne l'anniversaire dont question ici. Ou plutôt tués en T. La famille, les amis, les bonbons, le gâteau ? Oups ! Ça sent le roussi. En outre, comme ce n'est guère une fête nationale, l'on ne peut s'attendre ni aux feux d'artifice, pôtards et autres populaires, encore moins à un défilé militaro-civil ! Et pour cause, le 24 septembre n'est vraiment pas la fête ! Du moins pour le nombre de Burundais. Et ceux qui l'ont été, l'ont été et en fête, sont-ils vraiment fiers de l'objet de leur contentement ? ne pas parler dans le vent, je suis allé exhumé un vieux (pas si vieux que ça, si l'on excepte que son contenu peut sembler d'archives dans les oubliettes des calendes burundaises !) petit (18 sur 10cm) document de 116p, rédigé dans la langue de Samandari et écrit on ne sait par quelle maison d'édition, mais dans un lieu devenu légendaire, Musenyi, pour ne pas le nommer. Signé Léonard Nyangoma pour le compte du mouvement chrétien et présidé par lui, le CNDD « Inama y'igihugu igwanira demokarasi » en l'année 1998, soit quatre ans après sa naissance. Tumenye ukutugwanira demokarasi, ça s'appelle ! Seize ans déjà ! Et la « famille » CNDD s'est disloquée comme un jeu de cartes ; et les amis sont loin d'avoir été conviés à la fête. On sait pourquoi : la fin de la même année 1998 a vu naître un autre mouvement de lutte, mais un détournement de celui-ci, une sorte de hold-up ou une copie falsifiée, comme celle d'un mauvais élève tricheur, maladroitement calquée sur l'original. Quelqu'un a parlé en la circonstance du tambour dont malheureusement les voleurs n'ont pas su jouer faute de lieu insonorisé pour qu'ils ne se fassent pas attraper ! On pourrait lui répondre que maintenant ils en jouent, mais avec des rythmes (imirisho) drôlement cacophoniques. D'abord Ndayikengurukiye (1998), puis Nkurunziza (ou Radjabu Hussein, on ne sait qui commandait qui, à l'époque, 2001). Et puis plus rien. Même la matrice CNDD a continué à être vilipendée, telle une mauvaise dont on (ici, ses dissidents) est peu fier, ou par complexe allez savoir de quelle nature ! Et comme un symbole, nous retiendrons des photos et un petit extrait de texte. La page 4 dudit livret arbore une photo « style » maoïste, de congressistes hissant le drapeau burundais sur un mat au milieu de nulle part, puisqu'il s'agit visiblement d'une jungle où les seuls témoins vivants, outre la foule nombreuse, sont les palmiers, les bananiers et un fond de forêt verte. Ça signe, à n'en pas douter, un pan de maquis ensablé, quelque part dans la plaine de l'Imbo ou dans le Mumigwa ! Mais là pas le propos. Le clou de l'affaire, c'est la personne qui hisse le drapeau : visiblement une jeune femme, pieds nus, presque en haillons. À sa gauche un commissaire (devinez qui), à sa droite certainement un combattant, droit comme un i et exécutant un salut militaire ; tout devant, la foule et les dignitaires, encadrés par quelques combattants en treillis militaires ! Voilà pour le décor. Tiens, tiens ; les haillons et pieds nus, ça ne vous rappelle rien ? À quelque part en 1993 ? Ou quelqu'un qui fustigeait un peuple va nu pieds ? Ici, le même peuple à tout de celui du maquis originel d'ailleurs. « officiellement » le 24 septembre 1994, quand le CNDD s'appelait et signifiait « inama y'igihugu » et les FDD « igisoda cabanyagihugu ». Ah ! Ceux qui ne sont pas vraiment à la fête doivent égrener un long chapelet de tonnes de grains pleins de souvenirs amers. Si tant est que les morts ne soient jamais vraiment morts, comme dirait notre Mbonimpa national, les dizaines de milliers de Burundais, militaires et civils, fauchés durant ces quatorze années, doivent poser une seule question en ce moment : pourquoi ? « Abo mubona ni abajewe kwigisha no kumenyekanisha Umuhari CNDD mu gihugu cose, bafashwe mu mugongo n'igisoda cabanyagihugu FDD-INTAGOHEKA. Inshirwarimenetse Hussein RADJABU ngaha ariko arahimiriza abanyagihugu ngo bijukire urugamba rwo guhabuza Demokarasi no kubohoza igihugu cacu ». Et toc ! C'est ce que vous lisez à la page 9. Dissolutoire pour l'un des encombrants de Mpimba qui doit se poser la même question « pourquoi ». Deux autres images, (et je vous épargne le reste), posant le même et identique à pourquoi, se trouvent pp. 34 et 37 : un cadavre d'enfants (Kinama) et celui d'une femme, une enseignante du quartier Gasenyi à Kamenge, le légendaire ! Tous fauchés par l'armée gouvernementale, d'ailleurs, celle-là même qui a intégré en son sein les anciens FDD, la forme est un bien grand mot ! Les rescapés de ces massacres ignobles, à Kamenge, Kinama et partout ailleurs dans le pays, quels qu'en aient été les auteurs, à devoir bien se demander pourquoi. Quant à nos martyrs, Imana ou Amon Râ ait leurs âmes ! Je vous ai promis un texte, le voici : « Gutora abarongora abandi mu mwidagemyvyo w'imigambwe myinshi, à ; à Kwubaha n'ukwubahirira ka zina muntu muri vyose » ; Guserura iryo umuntu agona ata nkomanyi ». Voilà, dit le CNDD, les caractéristiques ontologiques d'une démocratie (pp. 58-59). On pourrait traduire ces principes en termes de vision, ce pourquoi les morts sont morts. Faut-ils des spécialistes en évaluation pour nous faire constater à quelle sauce « la démocratie » les Burundais (ne mangent pas mais) sont mangés aujourd'hui, sous le règne du parti qui endossait en son temps ces

principes du CNDD originel ? La conclusion simple est qu'on a vu mieux ailleurs ! J'entends une certaine opinion ratorquer par un certain « Nous venons de loin » ! Certes, et il faudrait être ou naïf ou cynique pour le nier, mais quand même ! La fête anniversaire est gâchée par les centes élections pas vraiment déroulées selon promesse de « mu mwigemvyo w'imigambwe mwinshi » (pardon pour les non initiés à la langue) ; des élections massivement fraudées illustrées par les communales, premières d'une longue série d'élections on ne peut plus controversées et budgétivores. Un marathon électoral entaché, et sur lequel les bailleurs de fonds ont prôné la ferme yeux et laisser pourrir, n'ont pas pu engager d'autres millions pour les yeux de Madame démocratie en Rwanda ! Le plus inquiétant n'aura pas été l'utilisation induite du charroi de l'Etat ou les autres formes de vidant les caisses aux fins de corrompre l'électeur. Moins drôle est le déficit flagrant de démocratie dans le chef du au pouvoir, achetant les voix à coup de millions auprès d'une population exsangue et paupérisée jusqu'à la mort des années de guerre et cinq de régime dont le bilan socio-économique est plus que négatif. A considérer tous les partis « key players » qui étaient en lice déjà dans la phase initiale des communales, l'on finit par se poser la question d'orangeante, mais restée en filigrane et que presque personne ne pose à haute voix : quelles sont les véritables lignes de démarcation des huit à dix partis politiques importants ? » sic, dit le président de la CENI- dont les candidats arpentaient les collines du Burundi, promettant monts et merveilles, exactement comme celui en fin de mandat l'avait fait sans discontinuer durant toutes les cinq années. Quant les d'ont ont été jetés, et qu'ils ont formé le kibiri, on a compris finalement que seuls deux camps étaient en compétition, le savoir le camp de Sieur Machiavel selon lequel la fin justifie les moyens (ou le culte des idées de la force), et celui de Proudhon concevant la politique comme l'art de la liberté (ou le culte de la force des idées). À illusions perdues ! J'avais lu, fin 2005, le discours heureux et plein d'espoir, le discours président burundais déclinant les grands axes d'action de son gouvernement, le savoir : « le renforcement de la paix, la poursuite de la démobilisation, désarmement, renforcement des capacités et de la nouvelle force nationale et la police nationale, une large ouverture politique », etc. Justice pour tous, culture des droits de l'homme, retour des réfugiés, réintégration et réinsertion des déplacés, bonne gouvernance, culture démocratique, transparence et accessibilité d'assainissement des finances publiques, lutte contre la corruption, développement durable et même en passe des meilleures intentions. À Cinq ans plus tard, cette fois-ci l'on nous promet le nirvana, mais en déclinant la même ritournelle, la même batterie d'idées programmatiques, comme si l'on s'excusait d'avoir été occupé à autre chose. Cette a se traduit en langage local, parlé par une poignée de Burundais (au moins bilingues, sans doute, puisqu'autrement tous les citoyens parlent la même langue !), en termes de parcelle bâtie ou à bâtir dans les villes comme dans les villages du pays, Falcon 50, affaire Interpôle, route Rumonge, Pôtre du Nigéria, marchés publics biaisés, 37 milliards d' de SINELAC, approvisionnement à la police nationale et tutti quanti, tous les cas de malversation économique dont l'OLUCOME dévoile si souvent les secrets en les dénonçant. Si se trouve une quelconque raison de célébrer, non merci, je ne viens pas à la fête ! Quel gâchis ! Pourtant tous les analystes étaient unanimes, l'été 2005, que Burundi n'avait jamais eu autant d'opportunité de se sortir du marasme, tant pour sa stabilisation politique que pour son développement économique et social. Les promesses de réconciliation nationale, de réforme de l'armée, du retour et d'insertion des déplacés et réfugiés avaient la bénédiction de la région EAC, de l'Union Africaine et nombreux bi et multilatéraux qui avaient accompagné tous les processus de négociation. Même le dernier mouvement dit « rebelle » aurait pu voir ses revendications satisfaites comme peau de chagrin, si seulement une certaine vision pacifique et non revancharde, apaisée et rassembleuse avait effleuré un tant soit peu le contenu du leadership des nouveaux maîtres du Burundi. On reconnaît l'arbre par ses fruits, ne dit-on pas. No comment ! Au plan de la reconstruction et relance économique contenues dans le programme que l'on nous promettait, échec et mat. À Souvenons-nous. À Alor Buyoya tapait des mains refusant de quitter le pouvoir, plus de trois mois après la signature de l'accord d'Arusha, en décembre 2000 se tenait la première conférence des bailleurs de fonds pour le Burundi post conflit. Un franc succès salué par tous les protagonistes ; mais on ne vit rien venir par la suite. En effet, les 11 et 12 décembre 2000, j'ai applaudi, de concert avec des dizaines de Burundais au chaud par la promesse de presque 2 milliards de dollars d'engagement consentis par les bailleurs de fonds présents par centaines à Paris. Puis il y a eu Genève en décembre 2001, Bujumbura 1 et 2, des remises de dettes, des prêts de la BM, du FMI et de la BAD. Les relations bilatérales n'ont pas été en reste : des pays comme la Belgique, la France, la Hollande, Norvège, Japon, Chine et même la Suisse passe des quantités de promesses de fonds de restauration du pays. À même le Rwanda nous a gratifié d'un bon petit million de dollars pour, nous a-t-on dit, payer nos arriérés à l'EAC, sans parler de lots de cahiers ougandais, de sacs de vivres égyptiens etc. Quant à ONGs internationales de renom ont mis la main à la poche. Etc., Je cite de mémoire. Redisons-le : en 2005, le Burundi ne satisfaisait jamais aussi bien trouvé dans une position de mariage socio-économique et de stabilisation politique : élections démocratiques (malgré les couacs, le terrorisme, voire quantité de cas de fraude observés et dénoncés à l'étranger), promesse de rétablissement définitif de la paix et de la sécurité (puisque avec l'assistance trépassée mais continue de l'ONU et l'UA, la réforme des forces de défense et de sécurité à l'enclenchée, bien que bancal sous plusieurs points, et qu'aucune raison ne justifiait plus qu'un groupe se battant au nom des Hutu » poursuive ses menées guerrières contre un gouvernement dit majoritairement hutu : le paradoxe était déjà criant sous Ndayizeye (mais ceci est une autre histoire) ; bailleurs de fonds accourant de toutes parts pour offrir aux Burundais les dividendes de la paix ainsi retrouvée, mais aussi, ne l'oublions jamais, pour certains, du business as usually ! Mais surtout, et c'est un must, les promesses contenues dans le parti qui venait de « gagner » les élections en arborant, y compris dans son nom, la démocratie comme ligne de sa gouvernance, et donc celle de défense des intérêts du peuple, d'un peuple de tout jusque-là privé. Tous ces rendez-vous avec les donateurs constituaient autant de promesses d'une renaissance rapide et exponentielle du Burundi meurtri, non pas seulement par une dizaine d'années de conflit armé, mais d'une quarantaine d'années de pouvoirs prédateurs et d'un leadership préjudiciable à la population, pour ne pas aller loin, jusqu'aux affres de l'ère monarchique. Qui a dit que les promesses n'engagent que celui qui les révoque ? Aujourd'hui, anniversaire ou pas, en l'absence de « success stories »

peuple comme rationalisation, il y a de quoi s'irriter. Il y a comme une irritation, car même les quelques rationalisations ne font pas photo vis-à-vis des ratés. L'Etat de droit dont on sait qu'il se reconnaît au travers de la primauté du droit, l'égalité, l'égalité des citoyens devant la loi, l'acquiescement, le respect et la dignité accordés à chaque individu, semblent balbutier. La situation d'après le post électoral ne augure rien de bon, et les nuages s'amoncellent à nouveau dans les cieux du pays des mille collines jadis verdoyantes. Il est donc grand temps que le 24 septembre retrouve son élan originel. Pour tous ! Une dernière photo ? Celle de L. Nyangoma sur la couverture du petit livret. Tout un symbole. Vous rappelez-vous de l'adage populaire de nos basokuru : « gushira inyuma nk'ikoti » ? Et pourtant, lui comme nous autres Burundais que l'histoire ingrate fait vite de relancer au chapitre des pertes et profits, méritait mieux. Les spécialistes des langues le savent : le D, du moins en français, est un « son dur et sonore, dont la prononciation diffère sensiblement de son voisin T plutôt mou, même si les deux font intervenir les dents pour exister. Ces dernières ne servent pas seulement à prononcer des sons ; elles peuvent aussi charmer un sourire égayant famille et amis, ou ne faire que manger. D et T ne sont pas interchangeables en français (ni en kirundi d'ailleurs), puisque Démocratie est loin de *Tocratie qui ne signifie rien en occurrence. Mais l'on constate sans rire que certaines gens ont du mal à prononcer le son D, lui à préférer le T de Tyrannie, Tuer, Tricher, Torturer, Truander, Terroriser, etc. Ets-ce cela, après coup, le sens de l'adjonction de FDD à CNDD, c'est-à-dire l'affirmation, sans doute même la présomption de la sur l'institution politique née le 24 septembre 1994 ? L'on comprend pourquoi certains préfèrent l'idée de fides ! Résultat des courses, des bruits courent en ce moment qu'il y a gros risque de reprendre les mêmes et recommencer ! Pauvre Nyaburunga ! Il doit sempiternellement se retourner dans son sommeil éternel, et il n'est pas au bout de ses peines puisque nombre de pourquoi restent sans réponse à ce jour !